

DEMOCRATIE CHRETIENNE, D.C.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 02/02/2003

L'ESPOIR DE PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO EST EN TRAIN D'ETRE ANEANTI.

L'OUGANDA ET LE RWANDA NARGUENT IMPUNEMENT L'ONU, TRANSFORMANT LA R.D.C EN UN CHAMP DE BATAILLE ET DE CONFRONTATION DE LEURS INTERETS HEGEMONIQUES DANS LA REGION DES GRANDS LACS.

La Mission des Nations Unies au Congo, MONUC, vient de lancer une sérieuse alerte concernant des mouvements massifs de troupes dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

En particulier, la MONUC dénonce la présence massive de troupes rwandaises et ougandaises ainsi que les opérations militaires de grande envergure des mouvements rebelles leurs alliés.

L'aggravation de la situation du point de vue militaire est encore plus inquiétante car elle constitue indiscutablement une violation flagrante des **Accords de Luanda et Pretoria**, concernant le retrait des troupes étrangères dites "non invitées" en R.D.C, ainsi **qu'une évidente volonté d'anéantir tant le volet extérieur que celui intérieur du processus du Dialogue Inter congolais**, dont le point culminant aurait été la concrétisation de l'Accord Global et Inclusif sur la Transition en R.D.C.

Cette menace militaire ne fait que confirmer nos craintes relatives à la mauvaise foi des belligérants, dont l'intérêt à perpétuer la situation de guerre et exploitation de la nation congolaise prime sur la volonté de pacifier le Congo.

A cet effet, la **Démocratie Chrétienne** tient à attirer l'attention du Conseil de Sécurité de l'Onu qui, à plusieurs reprises, a souligné son attachement à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC, **sur la nécessité absolue de préserver les acquis du processus de paix, dont le retrait des troupes étrangères constitue l'élément essentiel, ainsi que sur le devoir des pays impliqués dans le conflit, de s'abstenir de toute opération militaire à l'intérieur des frontières de la R.D.C.**

Egalement, il sied de souligner que la région du Kivu en général et l'Ituri en particulier, viennent de connaître, au cours des dernières semaines, des intenses déplacements de population, de plus 100.000 congolais, s'ajoutant au million de déplacés congolais qui compte déjà le Kivu.

Des récentes enquêtes menées sur le terrain par une commission des Nations Unies, ont évoqué des atrocités indescriptibles dont ont été victimes les populations de ces régions martyrisées du Congo.

Nous soulignons les conséquences tragiques, sur le plan humanitaires, qu'un éventuel affrontement entre l'armée ougandaise et rwandaise pourraient provoquer dans une situation qui est, déjà, catastrophique sur le plan humanitaire.

Le moment est venu de protéger les civils congolais de cette guerre de rapine dont le Congo est victime.

Le moment est venu d'agir pour préserver l'intégrité et la souveraineté internationale du Congo des agissements criminels des Gouvernements ougandais et rwandais qui, après avoir profité de l'instabilité politique de notre pays pour s'approprier abusivement et illégalement de ses richesses naturelles et perpétuer le chaos, continuent à narguer la communauté internationale, en s'appêtant à utiliser, encore une fois – et **pour la « quatrième fois en 4 ans » plus exactement** - le territoire de la R.D.C. comme champ de bataille de leur **compétition hégémonique** dans la région des Grand Lacs et le peuple congolais comme de la « faune » à abattre froidement au cours de leurs safaris sur notre territoire.

En particulier, nous demandons aux gouvernement Sud Africain et Angolais, d'exercer des pressions conséquentes sur le gouvernement ougandais et rwandais afin de faire respecter l'engagement respectif souscrit respectivement à Luanda et à Pretoria en 2002, dont le gouvernement Sud Africain et Angolais ont été les troisièmes parties ainsi que les témoins internationaux.

Le moment est venu de ne plus se limiter à compter les morts des massacres en R.D.C mais d'agir immédiatement afin de les prévenir pour arrêter définitivement l'holocauste du peuple congolais qui est en cours depuis 1996.

Kinshasa, 02/02/2003

*Eugène Diomi Ndongala Nzomambu
Président National de la Démocratie Chrétienne, D.C.*